

# OUTPERFORM TRANSFORM REBALANCE

Allianz Life Luxembourg S.A.  
**Rapport Annuel 2019**





# SOMMAIRE

---

<b>A__ Message de la Présidente</b>	Page 5
-------------------------------------	--------

---

<b>B__ Groupe</b>	Page 9
-------------------	--------

---

<b>C__ Conseil d'Administration - Comité Exécutif Comité des Risques - Comité d'Audit</b>	Pages 13-16
---	-------------

---

<b>D__ Rapport de gestion</b>	Pages 17-21
-------------------------------	-------------

---

<b>E __ Rapport du Réviseur d'Entreprises agréé</b>	Pages 23-27
---	-------------

---

<b>F __ Comptes annuels 2019</b>	Pages 29-41
----------------------------------	-------------

---

Bilan au 31 décembre 2019

Compte de profits et pertes pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2019

---



# MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

---



# MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE



## *2019: une année riche en réalisations et en projets*

C'est avec plaisir et enthousiasme que j'ai rejoint la présidence du Conseil d'Administration d'Allianz Life Luxembourg en mai 2019.

Durant cette année 2019, nous avons suivi trois objectifs stratégiques:

**OUTPERFORM:** Nous voulons être plus performants que nos concurrents.

**TRANSFORM:** Nous voulons transformer notre organisation en une organisation simple, numérique et en perpétuelle évolution.

**REBALANCE:** Nous réexaminons notre portefeuille et nous nous concentrons sur les régions et sur les segments d'activité les plus attrayants.

Et ceci dans un seul but: satisfaire nos clients et nos partenaires.

### **L'ALLIANZ CUSTOMER MODEL: LE CLIENT AU COEUR DE NOS PRÉOCCUPATIONS**

Le Groupe Allianz a fait de la satisfaction de ses clients une priorité. Pour atteindre cet objectif et fidéliser sa clientèle, Allianz doit proposer des produits plus simples et plus performants. C'est pourquoi Allianz a décidé de mettre en place l'ACM (Allianz Customer Model) dans le monde entier basé sur deux objectifs : le client et l'efficacité.

Au sein de notre groupe, nous devons harmoniser notre offre, nos process et nos outils.

Nos clients attendent des produits et services faciles à comprendre et à utiliser. Nos produits doivent être simples avec une tarification claire. Nous devons offrir à nos clients un service de qualité qui dépasse leurs attentes.

Ainsi Allianz Life Luxembourg a revu sa gamme de produits tant au niveau local qu'international pour se concentrer sur des solutions plus adaptées à sa clientèle cible.

### LA REVUE DE NOS PROCESS

La simplification est au cœur de la stratégie du groupe Allianz. Les produits et process d'assurance sont historiquement plutôt complexes avec pour conséquences, des impacts négatifs sur l'expérience client.

L'ambition de ce projet de simplification est de répondre au besoin de fluidité et d'efficacité du client et du partenaire dans ses accès aux produits et services de la compagnie par différents canaux à la fois digitaux et physiques.

Pour atteindre cet objectif, nous avons lancé des projets de re-engineering de nos process depuis le contact client jusqu'au traitement par les employés des opérations pour éliminer les tâches inutiles ou avec peu de valeur ajoutée et les automatiser de manière optimale.

### NOTRE PROGRAMME DE TRANSFORMATION CULTURELLE

Pour répondre aux exigences du marché, nous devons mettre en place une culture d'entreprise où l'engagement des employés et la qualité de la performance sont essentiels.

Notre compagnie a donc entamé un programme de transformation culturelle.

En 2019, de nombreuses initiatives ont été poursuivies afin de responsabiliser les employés en matière de communication efficace, de collaboration transversale ou de communication basée sur les résultats.

### NOTRE ENGAGEMENT ET NOTRE DÉMARCHE "RESPONSABILITÉ SOCIALE D'ENTREPRISE" (RSE)

Le Groupe Allianz et Allianz Life Luxembourg sont très sensibles à la responsabilité sociale de l'entreprise.

Au travers d'initiatives internes, nous essayons d'améliorer un peu le monde qui nous entoure. Ainsi un groupe de collègues du Benelux a participé à un voyage humanitaire en Zambie pour aider à la construction d'une école. Grâce aux fonds récoltés dans le cadre de projets récompensant des idées innovantes, des collègues ont choisi de contribuer financièrement à des œuvres caritatives locales.

Au sein d'Allianz Life Luxembourg, le bien-être des employés est également considéré avec attention. Une semaine du bien-être est programmée chaque année pour permettre aux collaborateurs de bénéficier d'activités telles que du yoga ou des massages et des conférences sur des sujets de santé.

Pour conclure, je tiens à remercier tous les collaborateurs pour leurs efforts, leur enthousiasme et leur engagement qui ont permis d'accomplir de beaux projets durant cette année 2019.



**KATHLEEN VAN DEN EYNDE**

Présidente du Conseil d'Administration





# ALLIANZ EN QUELQUES CHIFFRES

---

B

# ALLIANZ EN QUELQUES CHIFFRES

## ALLIANZ LIFE LUXEMBOURG

Allianz Life Luxembourg bénéficie du savoir-faire de ses 59 collaborateurs hautement qualifiés qui peuvent s'appuyer sur les capacités d'un groupe international.



**ACTIFS SOUS  
GESTION**

**9 MDS EURO**  
(AU 31/12/2019)



**PRIMES  
ÉMISES**

**1,07 MDS EURO**  
(AU 31/12/2019)



**NOMBRE  
DE CLIENTS**

**17 000**  
(AU 31/12/2019)

## LE GROUPE ALLIANZ

Avec plus de 147 000 collaborateurs à travers le monde et plus de 100 millions de clients, Allianz s'est hissée à la première place du classement Interbrand 2019.

OUTPERFORM  
TRANSFORM  
REBALANCE  
ANNUAL REPORT 2019

ALLIANZ GROUP

Allianz 

## RAPPORT ANNUEL ALLIANZ GROUP

Consultez le rapport annuel d'Allianz Group en scannant le QR ci-dessous

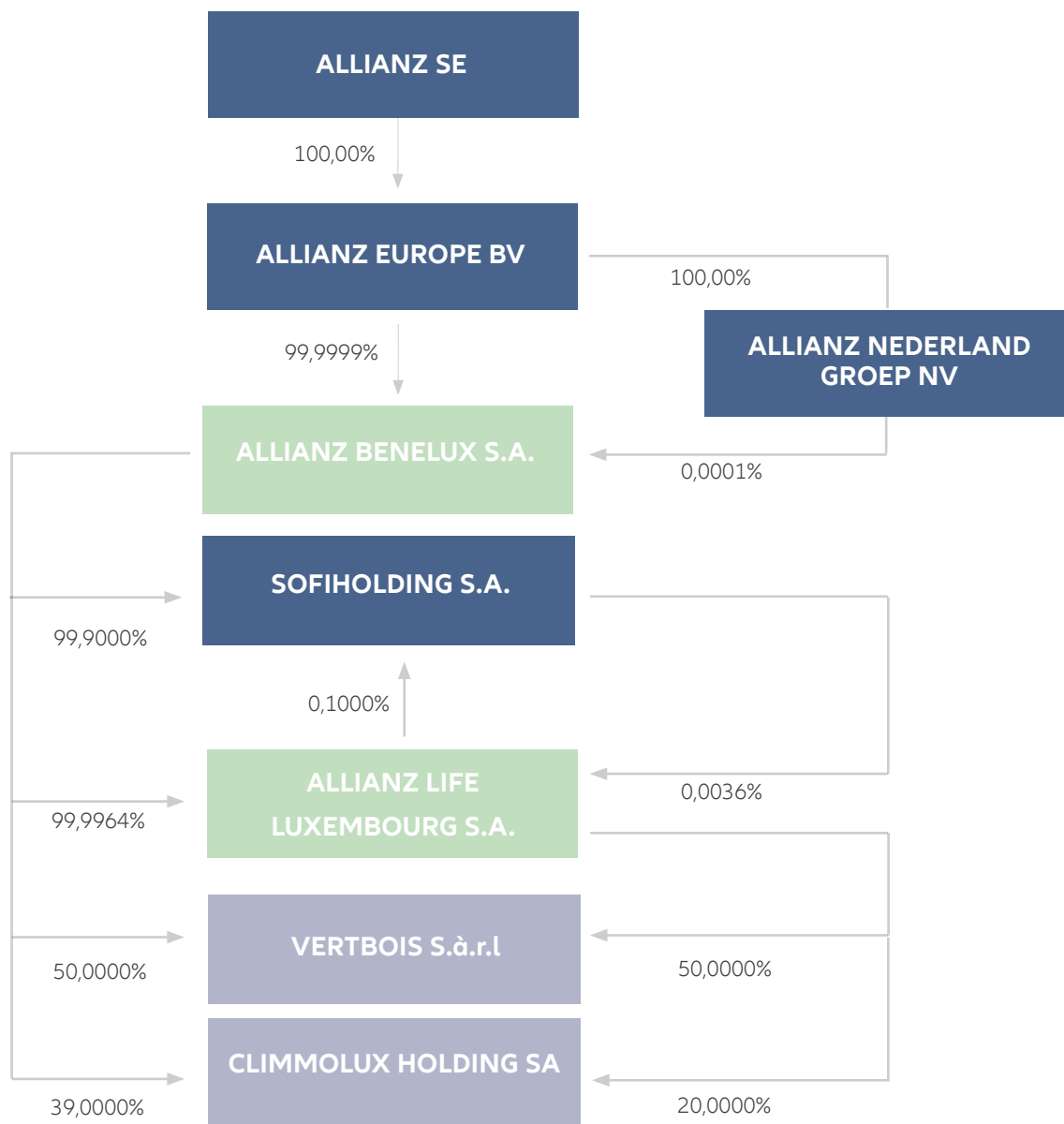
[www.allianz.com](http://www.allianz.com)



**RATING  
GROUPE  
S&P**

**AA**  
(AU 31/12/2019)

## LE GROUPE ALLIANZ - PARTICIPATIONS



- Assurances et services financiers
- Holdings
- Sociétés immobilières



# CONSEIL D'ADMINISTRATION - COMITÉ EXÉCUTIF COMITÉ DES RISQUES - COMITÉ D'AUDIT

---



# CONSEIL D'ADMINISTRATION



## Conseil d'Administration - Au 31 Décembre 2019

### **KATHLEEN VAN DEN EYNDE**

Présidente  
(Depuis le 24 mai 2019)

### **BLAISE BOURGEOIS**

Administrateur  
(Depuis le 15 mars 2019)

### **ANTHONY BRADSHAW**

Administrateur - (Depuis le 6 septembre 2019)

### **ROBERT FRANSSEN**

Administrateur

### **PHILIPPE MORIN**

Administrateur

### **BENOÎT REDON**

Administrateur

### **ALAIN SCHAEDEGEN**

Administrateur

### **ERIC WINTER**

Administrateur

# COMITÉ EXÉCUTIF

## Comité exécutif

**ERIC WINTER**

Président – CEO

**PATRICK BOUCKAERT**

Head of IT & Organization

**THOMAS GASPERINI**

Head of Sales & Marketing  
(Depuis septembre 2019)

**CHRISTOPHE HUCQUE**

Head of Finance & Risk  
(Depuis décembre 2019)

**MARIE-AUDREY KER**

Head of Technical & Operations

**ALAIN SCHAEDEGEN**

Managing Director

# COMITÉ DES RISQUES - COMITÉ D'AUDIT

## Comité des risques

**BLAISE BOURGEOIS**

Président  
(Depuis décembre 2019)

**ROBERT FRANSSEN**

Membre

**PHILIPPE MORIN**

Membre

**BENOIT REDON**

Membre

**KATHLEEN VAN DEN EYNDE**

Membre

## Comité d'audit

**BENOIT REDON**

Président

**BLAISE BOURGEOIS**

Membre

**ROBERT FRANSSEN**

Membre

**VAN DEN EYNDE KATHLEEN**

Membre

## Réviseur d'Entreprises agréé

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., cabinet de révision agréé, représenté  
par Marc Voncken – 2, rue Gerhard Mercator – L-2182 Luxembourg





# RAPPORT DE GESTION

---



# RAPPORT DE GESTION

Mesdames,  
Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur les opérations et les résultats de l'exercice social 2019 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2019.

## I. Lignes de faite de l'exercice 2019

### A. CONTEXTE SECTORIEL

Le secteur luxembourgeois de l'assurance a connu un développement exceptionnel en 2019, affichant une progression de l'encaissement de 186% en assurance non vie et de 19% en assurance-vie.

Avec un encaissement de primes total en 2019 de 12.4 milliards d'euros, la progression record en assurance non vie est principalement imputable, mais pas exclusivement, au Brexit et au choix de nombreuses compagnies opérant historiquement depuis le Royaume-Uni de relocaliser leur activité à Luxembourg. Les quelque onze compagnies concernées contribuent à concurrence des deux tiers de l'activité globale.

Après la quasi-stagnation enregistrée en 2018, la collecte en assurance-vie a repris des couleurs en 2019 avec une progression de 19% à 28.2 milliards d'euros. Tant l'encaissement relatif aux produits à rendements garantis que celui relatif aux produits en unités de compte progressent, respectivement de 36% et 10%. Il convient cependant de noter que le montant d'encaissement total de l'année inclut un transfert de portefeuille vers le Luxembourg d'un montant supérieur à 2 milliards d'euros, lié principalement à de l'assurance classique à rendements garantis.

Le total des provisions techniques des assureurs vie dépasse pour la première fois la barre des 200 milliards d'euros, en progression de 14% par rapport à fin 2018.

### B. STRATEGIE ET ACTIVITES

Une révision stratégique a été menée courant 2019. Il en résulte une refonte de nos capacités de distribution tant sur le marché local que pour notre activité internationale en Libre Prestation de Service. L'offre à l'international se recentre sur les produits libellés en unité de compte en nous appuyant, de manière systématique, sur les solutions uniques et reconnues qu'offre la réglementation luxembourgeoise, notamment en matière de véhicules d'investissement, comme le Fonds Interne Dédié et le Fonds d'Assurance Spécialisé.

Dans ce contexte, l'organisation de la Société ainsi que les procédures internes ont été revues afin de pouvoir délivrer un service irréprochable aux clients. Pour ce faire, nous nous sommes inspirés des valeurs et de l'expérience du groupe Allianz, notamment en matière de simplification radicale. Notre stratégie de distribution, en BtoBtoC, nous permet de mettre en place et d'utiliser des outils digitaux afin d'améliorer l'expérience client dès la mise en relation initiale.

L'évolution continue de la réglementation applicable à l'activité d'assurance, un suivi et une mise à jour continus de l'offre en termes de produits à destination des différents marchés sont devenus indispensables au maintien des partenariats internationaux. Ce qui a conduit la Société à décider du renforcement des effectifs du département juridique et conformité.

### C. RESULTATS PRINCIPAUX

Les résultats d'Allianz Life Luxembourg en 2019 révèlent déjà les premiers effets notables de la révision stratégique visant le repositionnement de la Société à l'international.

Le recul de la collecte brute (€ 1.068 Mio) par rapport à 2018 (€ 1.430 Mio) est la conséquence la plus visible de ce repositionnement sur les produits libellés en unités de compte. En effet, la proportion de ces derniers dans la collecte a augmenté à 57%, contre 48% pour l'année 2018. Nous notons également une amélioration sensible dans la diversification de la distribution de nos produits par rapport à l'exercice 2018, tant en termes d'intermédiation qu'en termes de marchés.

Sur le marché local, les collectes relatives aux activités de prévoyance individuelle et d'assurance de groupe sont également en recul, suite notamment à la simplification de l'offre produits.

Malgré un tassement de la collecte, la croissance globale des activités d'Allianz Life Luxembourg est cependant bien au rendez-vous, avec un pied de bilan de € 9.058 Mio en progression de € 1.104 Mio, soit 14%.

Les provisions techniques hors produits en unités de compte s'élèvent à la clôture de l'exercice à € 4.720 Mio, en progression de 10%.

Les provisions techniques des produits en unités de compte s'élèvent quant à elles à € 4.129 Mio, en progression de 18%. Cette belle progression des provisions techniques des produits à capitaux variables dont le risque de placement est assumé par le preneur d'assurance est due à une collecte nette positive mais également à la bonne performance des marchés financiers, qui se traduit dans les comptes par un accroissement matériel des postes Produits des placements et Plus-values non réalisées sur placements, ainsi que par une diminution matérielle du poste Moins-values non réalisées sur placements.

Les frais d'exploitations nets sont en augmentation de € 2,0 Mio par rapport à l'exercice 2018, exclusivement du fait de l'augmentation des commissions payées aux intermédiaires d'assurance.

Le résultat du compte technique s'établit à € 20,1 Mio contre € 22,5 Mio en 2018. Il ne faut pas y voir une détérioration car le résultat technique de l'exercice précédent avait été fortement influencé par des événements exceptionnels, notamment la réalisation de plus-values sur titres, un gain de mortalité exceptionnel et une dotation aux postes spéciaux avec quote-part de réserves. En termes normalisés, le résultat technique de l'exercice 2019 est bien en progression par rapport à celui de 2018, compte tenu de la croissance profitable de l'exercice.

Le résultat net de l'exercice s'élève quant à lui à € 17,2 Mio, en augmentation par rapport à 2018 (€ 15,0 Mio). Rappelons qu'une dotation aux postes spéciaux avec quote-part de réserves de € 3,3 Mio (suite à la réalisation de plus-values sur obligations réinvesties et en application de l'art. 54 LIR) avait été consentie en 2018 et n'a pas été reconduite en 2019.

La Société ayant payé un dividende de € 1,0 Mio au cours de l'exercice 2019, les capitaux propres augmentent de € 16,2 Mio pour s'établir à la fin de l'exercice à € 104,3 Mio.

## D. POLIQUE & GESTION DES PLACEMENTS

### LES MARCHES FINANCIERS EN 2019

Le retour de l'exubérance ?

2019 a pris immédiatement le contrepied de fin 2018 avec un optimisme inébranlable tant sur le marché des actions (à la hausse) que des taux (à la baisse). L'indice mondial des actions en Euro a progressé de 27% tandis que l'indice des actions de la zone Euro (Eurostoxx 50) a affiché une hausse de 28%. De son côté, le taux swap 10 ans en Euro est passé de 0,812% à 0,212% tandis que le taux gouvernemental allemand est passé de 0,242% à un taux négatif de -0,185%. En fin d'année, la majorité des emprunts gouvernementaux affichaient – sur des périodes allant jusqu'à plus de 10 ans pour certains pays – des taux nominaux négatifs, avec un niveau plancher des taux pour 2019 touché fin août.

Cet optimisme est né du revirement de politique monétaire de la Banque Centrale américaine, qui avait soufflé le froid fin 2018 en haussant quatre fois ses taux de 0,25%, dont la dernière fois en décembre, en les faisant passer de 1,5% à 2,5%. A partir de 2019, la Banque Centrale américaine a revu sa politique monétaire et a baissé ses taux trois fois sur le second semestre, ramenant le taux de référence à 1,75%.

L'optimisme de début d'année n'a jamais été vraiment démenti en cours d'année, malgré certains à-coups liés principalement à des initiatives de l'administration américaine, essentiellement l'imposition de tarifs à l'importation avec des partenaires importants, notamment la Chine. Les tensions commerciales entre

ces deux grandes nations mais également les tensions belliqueuses entre les Etats-Unis et l'Iran auront un impact – bien qu'éphémère – sur les marchés, essentiellement en juin, août, début octobre et début décembre. Parmi les autres événements marquants de l'année 2019 ayant impacté les marchés financiers ou l'intérêt des épargnants pour certains types d'investissement, nous noterons également les prises de position d'activistes écologiques, faisant prendre conscience des risques climatiques encourus par la planète, renforçant indirectement la "perception climatique" et plus largement l'intérêt et la demande de placements socialement responsables.

En juillet, la saga "Brexit" a pris un nouveau tournant avec la nomination d'un nouveau Premier Ministre de Grande Bretagne, amenant la Livre Sterling à son plus bas niveau avant que cette dernière ne reprenne progressivement de la valeur au deuxième semestre et clôture en hausse sensible de plus de 6% sur l'année par rapport à l'Euro. Le marché des actions en Grande Bretagne a en revanche, avec 12% (resp. 19%) de hausse en devise locale (resp. en Euro), sous-performé l'indice Eurostoxx50.

Les taux de marché tant courts que longs ont quant à eux atteint leur niveau le plus bas fin août, de pair avec l'évolution des prix pétroliers, avant de remonter en fin d'année avec le prix de l'or noir supporté par les tensions au Moyen-Orient. L'or a affiché une excellente performance sur l'année, progressant de près de 20% en USD.

Le marché des actions américaines – mesuré par le Dow Jones – a atteint son plus haut niveau historique au 31 décembre, soit une progression de plus de 30% par rapport à son niveau le plus bas atteint en décembre 2018.

### LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Dans ce contexte, notre politique d'investissement a été caractérisée par un recentrage sur des placements représentatifs et porteurs d'intérêt afin de respecter nos ambitions financières malgré la baisse significative des taux d'intérêt. La large gamme de fonds gérés par notre partenaire intra-groupe PIMCO nous a en particulier permis de choisir la durée et le niveau de risque adéquats.

Nous avons également vendu des obligations d'entreprise à échéance courte pour les réinvestir sur des durées plus longues afin d'amener la durée de nos actifs au plus près de celle de nos passifs, toujours en nous appuyant sur des fonds PIMCO gérés de manière dynamique.

Enfin, afin de maintenir notre coût de capital sous contrôle suite au remboursement des prêts subordonnés effectué fin 2018, nous avons finalisé la vente des dernières actions ainsi que celle d'un fonds de dettes privées non représentatif en couverture des engagements.

Au courant de l'exercice 2019, la Société n'a pas fait l'usage de produits dérivés dans le cadre de la gestion de l'actif général. En ce qui concerne la gestion financière sous-traitée des fonds internes liés à des contrats dont le risque financier est assumé par les clients, des instruments dérivés de protection peuvent être utilisés, conformément à la réglementation.

## II. Principaux risques et incertitudes

Allianz Life Luxembourg suit de près les principaux risques d'entreprise à travers un exercice régulier de réévaluation systématique de ces risques, en étroite collaboration avec les équipes de Allianz Benelux. Ce processus, porté par le Risk Management en lien avec d'autres fonctions internes, permet aux organes de gestion de mieux appréhender les risques, d'anticiper leur évolution et de développer une culture de contrôle des risques, un des objectifs de la directive Solvabilité 2.

Les risques majeurs auxquels notre compagnie est exposée sont :

- **Les risques stratégiques** : on y trouve le risque de perturbation profonde du marché de l'assurance-vie lié notamment à l'environnement macro-économique, à la digitalisation ou le risque de distribution des produits. Diverses mesures ont été prises pour prévenir ces risques ou en diminuer sensiblement les effets. L'accélération de la transformation de la compagnie fait partie de ces mesures.
- **Les risques de crédit et de marché** : le risque de marché est le risque de pertes financières du fait de mouvements sur les taux d'intérêt, le prix des actions et le cours des devises. Le risque de crédit est quant à lui le risque de pertes financières du fait du défaut d'une contrepartie. Dans le cadre de la gestion de ces risques, la compagnie fait la distinction entre la gestion des actifs dont le risque de placement est supporté par elle-même et celle dont le risque de placement est supporté par le preneur d'assurance.
- **Les risques de liquidité et de trésorerie** : il s'agit du risque que la compagnie ne possède pas suffisamment d'actifs liquides lui permettant de faire face à ses obligations à un coût et dans des délais raisonnables. En ce qui concerne le portefeuille dont le risque de placement est supporté par la compagnie, la mitigation de ce risque est effectuée principalement au travers d'une gestion actif-passif élaborée. En ce qui concerne le portefeuille dont le risque de placement est supporté par le preneur d'assurance, le risque de liquidité est géré par des règles internes strictes concernant notamment l'utilisation d'instruments à liquidité réduite. Enfin, le risque de trésorerie peut également provenir d'un risque de défaut de nos partenaires bancaires, repris ci-dessus sous le risque de crédit.
- **Les risques légaux, réglementaires et de réputation** : le maintien des procédures de conformité à un niveau élevé ainsi que la sensibilisation et la formation pratique du personnel aux particularités des différents métiers, et plus spécialement aux risques de blanchiment d'argent, diminuent le degré d'exposition. Un suivi continu de la fonction distribution, combiné à une analyse détaillée des nouveaux partenariats à nouer et concrétisée par un contrôle des niveaux de compétence des forces de vente, aident à limiter le risque de « mis-selling ». Une veille sur les changements réglementaires introduits dans les marchés sur lesquels la compagnie est active en Libre Prestation de Services est assurée par ou avec le soutien de la fonction Compliance.
- **Les risques liés à la continuité des activités** : ces risques concernent aussi bien les équipements techniques que les ressources humaines en place. Pour la première catégorie, la mise en place de contrats de maintenance pour les principaux applicatifs informatiques, complétée par des mesures supplémentaires de sécurisation physique des architectures en place ainsi que des tests de pénétration, contribue à minimiser les délais d'intervention en cas de problèmes. Pour la seconde catégorie, le remplacement urgent et imprévu de personnes clés peut trouver une solution interne au niveau du groupe grâce à une gestion centralisée des compétences disponibles.
- **Les risques de fraude** : une sensibilisation individuelle du personnel au respect de ses obligations via un Code d'éthique et de déontologie ainsi que des procédures basées sur un double contrôle combiné à la revue régulière des habilitations contribuent à réduire les risques de fraude.

La compagnie applique diverses méthodes d'atténuation des risques dans le cadre de la gestion des actifs dont le risque de placement est supporté par elle-même, notamment au travers d'un programme de réassurance, d'une sélection prudente et d'une gestion élaborée actif-passif, en s'appuyant sur l'expertise d'autres entités du Groupe Allianz.

En ce qui concerne la gestion des actifs dont le risque de placement est supporté par le preneur d'assurance, la compagnie atténue les risques de crédit et de marché en appliquant un processus de sélection strict sur les gestionnaires financiers à qui la gestion effective des actifs est déléguée et sur les banques auprès desquelles les actifs sont déposés.

## III. Solvabilité

La Société a rapporté un ratio de solvabilité (norme Solvabilité II) de 147% à la clôture de l'exercice, en légère progression par rapport à l'exercice précédent (146%). Ce ratio de solvabilité est en ligne avec la politique interne de gestion du capital de la Société.

Suite à la croissance de l'entreprise durant l'exercice, les Fonds Propres (« Own Funds ») ont augmenté de € 187 Mio à € 213 Mio tandis que le Capital de Solvabilité Requis (« SCR ») est passé de son côté de € 128 Mio à € 145 Mio.

## IV. Événements survenus depuis la clôture de l'exercice

A l'heure de clôturer ce rapport, aucun événement ou incident, postérieur à la période sous revue et qui serait de nature à modifier ou influencer d'une quelconque manière les comptes annuels de l'exercice 2019, n'est à signaler.

Bien que n'impactant pas le résultat de l'année 2019, il convient cependant de noter un événement majeur survenu depuis le 31 décembre 2019, à savoir la pandémie de COVID-19, qui affecte à ce stade tous les aspects de nos vies privée et professionnelle, la santé mondiale, la vie économique globale, ainsi que les marchés financiers. En dépit de l'incertitude générée par cette pandémie, la Société et sa maison mère sont très bien préparées à faire face à cette situation. Cela concerne tant le maintien de l'activité que la solidité de notre assise financière. En effet, la grande majorité des opérations de la Société ont basculé en mode « télétravail » et ce, presque imperceptiblement. Ce faisant, la Société a garanti la sécurité de ses employés et a assuré le maintien de ses engagements vis-à-vis des clients, partenaires commerciaux et fournisseurs de services, malgré la grande rigueur des restrictions prises par les gouvernements.

La crise liée à la pandémie COVID-19 a un effet non négligeable sur les marchés financiers. Pour la Société, cela se traduit notamment par une volatilité matérielle du portefeuille en unités de compte, où le risque d'investissement est supporté par les preneurs d'assurance.

Nous tenons cependant à rassurer nos clients et partenaires. Compte tenu du niveau de solvabilité de la Société (147% au 31 décembre 2019) et des tests de résistance effectués, aucune insuffisance de solvabilité n'est anticipée. Cette affirmation reste valable dans le contexte de la pandémie de COVID-19 : en effet, sur base des informations disponibles à la date de signature de ce rapport, nous prévoyons que la Société continuera à être suffisamment capitalisée, conformément aux exigences réglementaires. Les risques liés aux développements futurs de la pandémie font l'objet d'évaluations régulières et d'analyses spécifiques.

## V. Affectation du résultat

Compte tenu du résultat de l'exercice de € 17.175.055 et d'un résultat reporté de € 29.527.374, le total du résultat à affecter est de € 46.702.429, que nous vous proposons de répartir comme suit :

dotation à la réserve légale :	€ 80.000
dividende :	€ -
report à nouveau :	€ 46.622.429

## VI. Gouvernance

Afin de faciliter l'exercice de la surveillance de la société par le Conseil d'Administration, celui-ci se fait assister par deux comités consultatifs composés d'administrateurs non exécutifs et/ou membres du Comité exécutif. Il s'agit, d'une part, du Comité des Risques instauré en 2009 dont la mission principale est d'évaluer et contrôler les travaux de gestion du Risk Management et, d'autre part, du Comité d'Audit, pièce centrale du contrôle des comptes et des travaux de l'Audit et de la Conformité, qui a vu le jour le 12 décembre 2014.

## VII. Administration

L'assemblée générale ordinaire du 25 avril 2019 a acté la démission de Madame Claire-Marie Coste-Lepoutre, avec effet au 15 mars 2019, comme administrateur non-exécutif de la Société ainsi que la nomination par cooptation du Conseil d'Administration de son successeur, Monsieur Blaise Bourgeois. La même AGO a reconduit le mandat d'administrateur de Monsieur Benoît Redon pour une période de trois ans venant à échéance à l'AGO du mois d'avril 2022.

Une assemblée générale extraordinaire tenue en date du 29 mai 2019 a révoqué le mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Pascal Vialaron.

Une assemblée générale extraordinaire tenue le 4 septembre 2019 a enfin acté la nomination d'Anthony Bradshaw en qualité d'administrateur de la société jusqu'à l'AGO du mois d'avril 2025.

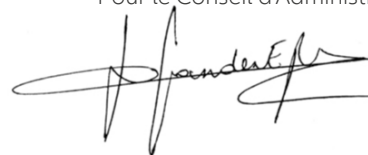
## VIII. Divers

La Société n'a pas engagé de dépenses en matière d'activités de recherche et de développement, n'a pas procédé à un rachat d'actions propres et n'a pas établi de succursale au cours de l'année 2019.

Nous remercions vivement l'ensemble des collaboratrices et des collaborateurs qui accompagnent et qui participent au quotidien à cette transformation. Leur engagement et leurs contributions positives au cours de l'année a été très précieux et essentiels pour délivrer le résultat 2019.

Luxembourg, le 24 Avril 2020

Pour le Conseil d'Administration,



Kathleen VAN DEN EYNDE  
Présidente



# RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

---





# RAPPORT D'AUDIT

Aux Actionnaires de  
Allianz Life Luxembourg S.A.

## Rapport sur l'audit des comptes annuels

### NOTRE OPINION

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de Allianz Life Luxembourg S.A. (la « Société ») au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Notre opinion est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit ou à l'organe équivalent.

### Ce que nous avons audité

Les comptes annuels de la Société comprennent :

- Le bilan au 31 décembre 2019 ;
- Le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date ;
- L'annexe aux comptes annuels, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

### FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la Loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la Loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu du Règlement (UE) N°537/2014, de la Loi du 23 juillet 2016 et des normes ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Nous sommes indépendants de la Société conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Au mieux de notre connaissance et en toute bonne foi, nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par l'Article 5(1) du Règlement (UE) N°537/2014.

Les services fournis en plus de l'audit légal tant à la Société qu'à sa ou ses filiales, lorsqu'applicable, pour l'exercice clos à cette date, sont mentionnés dans l'annexe 23 des comptes annuels.

### QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des comptes annuels de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.



Question clé de l'audit	Comment notre audit a répondu à cette question clé
<p><b>Provisions d'assurance-vie</b></p> <p>Les provisions mathématiques d'assurance-vie (€ 4.720 millions) incluent des provisions pour des produits de couverture de risque et pour des produits d'épargne. Les provisions relatives aux produits de couverture de risque sont par nature sujet à des estimations comptables et impliquent un fort degré de jugement (voir annexe 2.6).</p> <p>Leur valorisation dépend notamment de l'application de certains facteurs et hypothèses actuariels (par exemple taux d'intérêt, tables de mortalité ou de longévité, etc.) sélectionnées par la Direction de la Société et pour lesquelles des modifications mineures ou des erreurs peuvent générer des variations significatives sur leurs estimations comptables compte tenu du poids majeur de ces provisions d'assurance-vie dans le total du bilan de la Société.</p> <p>Par ailleurs, une valorisation adéquate de ces provisions techniques requiert :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'utilisation de données source fiables ;</li> <li>• Le respect de méthodologies de calcul, telles que définies dans les notes techniques des produits concernés ;</li> <li>• Des calculs actuariels complexes parfois.</li> </ul> <p><b>Valorisation de certains actifs dont le risque de placement est supporté par les preneurs d'assurance</b></p> <p>La Société détient au 31 décembre 2019 des actifs dont le risque de placement est supporté par les preneurs d'assurance pour € 4.129 millions.</p> <p>Au sein de ces portefeuilles figurent des actifs dont la valorisation n'est pas systématiquement disponible via des sources externes publiques et qui peut être complexe car requérant un certain jugement de la part de la Direction. Dans ce cadre, la Direction peut avoir recours à des estimations pour déterminer la valorisation de ces actifs, principalement à liquidité réduite / non cotés, à la date de clôture (voir annexe 2.3 pour les principes de valorisation retenus).</p> <p>Une valorisation erronée pourrait de ce fait impacter tant les montants repris au bilan de la Société que le montant des provisions techniques dont le risque est supporté par le preneur d'assurance.</p>	<p>En collaboration avec notre équipe actuarielle, nous avons obtenu une compréhension des processus, des méthodes et des méthodologies relatifs à la valorisation des provisions techniques, mis en place par la Société.</p> <p>Nos procédures d'audit ont principalement consisté en l'analyse et la revue critique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des hypothèses, méthodologies et méthodes de calcul utilisées par la Société ;</li> <li>• Des contrôles de cohérence effectués par la Société (principalement des tests de récurrence).</li> <li>• Dans le cadre de ces travaux, nous nous sommes basés sur notre connaissance de l'industrie et notre expérience pour revoir la méthodologie, les méthodes et les hypothèses utilisées et nous assurer de leur cohérence avec les pratiques actuarielles de marché.</li> <li>• Nous avons par ailleurs testé de façon indépendante un échantillon de provisions mathématiques.</li> <li>• Nous nous sommes également assurés de la fiabilité et la qualité des données utilisées dans les fichiers de calcul par le biais de tests sur un échantillon de données.</li> </ul> <p>Nous avons tout d'abord pris connaissance et avons évalué les processus et contrôles mis en place par la Direction pour effectuer la valorisation de ces actifs dans le cadre des processus de clôtures financières et compte-rendus réglementaires.</p> <p>Nous avons ensuite complété nos travaux en effectuant, sur base d'un échantillon, une revue critique de la valorisation retenue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En la comparant à des sources externes ou aux valorisations fournies par les banques dépositaires lorsque ces valorisations étaient disponibles ;</li> <li>• Ou en la corroborant à des documents de support externes, mais qui ne sont pas systématiquement publics, tels que des comptes annuels, des états trimestriels, des rapports d'évaluation, etc.</li> </ul>

## AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration.

Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport de gestion mais ne comprennent pas les comptes annuels et notre rapport d'audit sur ces comptes annuels.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les comptes annuels ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

## RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES RESPONSABLES DU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE POUR LES COMPTES ANNUELS

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des comptes annuels conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Il incombe aux responsables du gouvernement d'entreprise de surveiller le processus d'information financière de la Société.

## RESPONSABILITÉS DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ POUR L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Les objectifs de notre audit sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des comptes annuels, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les comptes annuels représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des comptes annuels de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication.

## RAPPORT SUR D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Nous avons été désignés en tant que Réviseur d'entreprises agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 25 avril 2019 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 2 ans.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative  
Représentée par

Luxembourg, le 24 avril 2020

Electronically signed by:  
Marc Voncken



Marc Voncken

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 2 rue Gerhard Mercator, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg  
T : +352 494848 1, F : +352 494848 2900, [www.pwc.lu](http://www.pwc.lu)

Cabinet de révision agréé. Expert-comptable (autorisation gouvernementale n°10028256)  
R.C.S. Luxembourg B 65 477 - TVA LU25482518



# COMPTES ANNUELS 2019

---



# BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2019

	Notes	2019	2018
		€	€
<b>ACTIF</b>			
<b>Placements</b>	2.1		
<b>Terrains et constructions</b>	3	4.721.060	4.810.288
<b>Placements dans des entreprises liées et participations</b>			
Parts dans des entreprises liées	4	30.594.542	30.594.542
Bons et obligations émis par les entreprises liées et créances sur ces entreprises	5	37.080.185	39.014.295
<b>Autres placements financiers</b>			
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable et parts dans des fonds communs de placement	6	115.194.757	70.882.028
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	7	189.414.450	246.454.040
Autres prêts		1.837.815	2.251.307
		<b>378.842.809</b>	<b>394.006.500</b>
 <b>Placements pour le compte des preneurs d'une police d'assurance-vie dont le risque est supporté par eux</b>	2.2	<b>4.129.048.633</b>	<b>3.504.928.958</b>
 <b>Part des réassureurs dans les provisions techniques</b>			
<b>Provision d'assurance-vie</b>	9, 17	4.419.543.029	3.986.733.469
<b>Provision pour sinistres</b>	2.5	24.190	8.253
		<b>4.419.567.219</b>	<b>3.986.741.722</b>
 <b>Créances</b>	2.3		
<b>Créances nées d'opérations d'assurance directe sur :</b>			
Les preneurs d'assurance		2.673.386	1.532.432
<b>Créances nées d'opérations de réassurance</b>	15	25.514.752	21.768.712
<b>Autres créances</b>	15	14.201.501	10.530.457
		<b>42.389.639</b>	<b>33.831.601</b>
 <b>Autres éléments d'actif</b>			
<b>Avoirs en banque, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse</b>		85.621.917	30.167.350
		<b>85.621.917</b>	<b>30.167.350</b>
 <b>Comptes de régularisation</b>			
<b>Intérêts et loyers acquis non échus</b>		3.010.268	3.989.703
		<b>3.010.268</b>	<b>3.989.703</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>9.058.480.485</b>	<b>7.953.665.834</b>

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

# BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2019

	Notes	2019	2018
		€	€
<b>PASSIF</b>			
<b>Capitaux propres</b>	10		
Capital souscrit	10.1	30.000.000	30.000.000
Primes d'émission	10.1	16.500.000	16.500.000
<b>Réserves</b>			
Réserve légale	10.2	2.920.000	2.170.000
Autres réserves	10.3	8.190.000	8.190.000
Résultats reportés		29.527.374	16.314.973
Résultat de l'exercice		17.175.055	14.962.401
		<b>104.312.429</b>	<b>88.137.374</b>
<b>Postes spéciaux avec une quote-part de réserves</b>	11	<b>5.476.472</b>	<b>5.476.472</b>
<b>Provisions techniques</b>	2.5		
Provision d'assurance-vie	14, 17	4.720.417.026	4.304.810.891
Provision pour sinistres		3.170.662	3.496.943
Provision pour participations aux bénéfices et ristournes		178.062	220.118
		<b>4.723.765.750</b>	<b>4.308.527.952</b>
<b>Provisions techniques relatives à l'assurance-vie lorsque le risque de placement est supporté par le preneur d'assurance</b>	2.6, 17	<b>4.129.048.633</b>	<b>3.504.928.958</b>
<b>Provisions pour autres risques et charges</b>			
Provisions pour pensions et obligations similaires		70.662	66.757
Autres provisions	13	7.025.091	7.555.629
		<b>7.095.753</b>	<b>7.622.386</b>
<b>Dettes</b>	2.7		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	15	67.771.781	26.949.743
Dettes nées d'opérations de réassurance	15	813.688	604.701
Autres dettes, dont dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale: € 4.552.956 (2018: € 5.295.811)	15	20.195.979	11.418.248
		<b>88.781.448</b>	<b>38.972.692</b>
<b>Total du passif</b>		<b>9.058.480.485</b>	<b>7.953.665.834</b>

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

# COMPTE DE PROFITS ET PERTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Notes	2019	2018
<b>COMPTE TECHNIQUE DE L'ASSURANCE-VIE</b>			€
Primes acquises, nettes de réassurance	2.9		
Primes brutes émises	16	1.068.784.556	1.430.777.665
Primes cédées aux réassureurs	20	(439.494.743)	(717.437.281)
		<b>629.289.813</b>	<b>713.340.384</b>
<b>Produits des placements</b>			
Produits des participations		947.818	782.466
Produits des autres placements			
Produits provenant des terrains et constructions	3	640.352	756.074
Produits provenant d'autres placements		45.012.965	43.275.133
dont produits provenant des entreprises liées	5	1.088.885	792.930
Reprises de corrections de valeur sur placements		353.035	195.383
Profits provenant de la réalisation de placements		87.705.481	115.238.310
		<b>134.659.651</b>	<b>160.247.366</b>
<b>Plus-values non réalisées sur placements</b>		<b>407.822.572</b>	<b>15.100.228</b>
<b>Autres produits techniques, nets de réassurance</b>		<b>3.375.314</b>	<b>3.960.443</b>
<b>Charge des sinistres, nette de réassurance</b>	2.10		
Montants payés			
Montants bruts	19	(509.879.270)	(305.833.886)
Part des réassureurs	20	69.630.940	68.309.747
Variation de la provision pour sinistres			
Montant brut		326.281	542.817
Part des réassureurs	20	15.938	(13.908)
		<b>(439.906.111)</b>	<b>(236.995.230)</b>
<b>Variation des autres provisions techniques, nettes de réassurance</b>			
Provision d'assurance-vie			
Montant brut	17	(990.867.445)	(893.976.661)
Part des réassureurs	17, 20	432.809.560	699.913.157
Autres provisions techniques, nettes de réassurance	17	219.021	199.398
		<b>(557.838.864)</b>	<b>(193.864.106)</b>
<b>Participations aux bénéfices et ristournes, nettes de réassurance</b>	17	<b>(49.035.330)</b>	<b>(38.942.199)</b>
<b>Frais d'exploitation nets</b>			
Frais d'acquisition	18	(7.566.368)	(7.939.043)
Frais d'administration	18, 21, 22, 23	(29.737.245)	(26.172.679)
Commissions reçues des réassureurs et participations aux bénéfices	20	23.856.605	22.617.946
		<b>(13.447.008)</b>	<b>(11.493.776)</b>
<b>Charges des placements</b>			
Charges de gestion des placements y compris les charges d'intérêt		(29.382.289)	(19.632.682)
Corrections de valeurs sur placements	3	(429.643)	(295.530)
Pertes provenant de la réalisation des placements		(57.416.994)	(40.297.660)
		<b>(87.228.927)</b>	<b>(60.225.872)</b>
<b>Moins-values non réalisées sur placements</b>		<b>(5.069.441)</b>	<b>(312.720.834)</b>
<b>Produits des placements alloués transférés au compte non technique</b>	2.11	<b>(2.513.177)</b>	<b>(820.697)</b>
<b>Résultat du compte technique de l'assurance-vie</b>		<b>(20.108.492)</b>	<b>22.485.479</b>

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.



# COMPTE DE PROFITS ET PERTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Notes	2019	2018
<b>COMPTE NON TECHNIQUE</b>			€
Résultat du compte technique de l'assurance-vie		20.108.492	22.485.479
Produits des placements alloués transférés du compte technique de l'assurance-vie	2.11	2.513.177	820.697
Dotations aux postes spéciaux avec quote-part de réserves	11		(3.315.665)
Impôts sur les résultats provenant des activités ordinaires	24	(5.414.514)	(4.996.010)
Résultat provenant des opérations ordinaires après impôts		17.207.155	14.994.501
Autres impôts ne figurant pas sous les postes qui précèdent	24	(32.100)	(32.100)
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>17.175.055</b>	<b>14.962.401</b>

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

# ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2019

## I. Généralités

Allianz Life Luxembourg S.A. (ci-après « la Société ») a été constituée le 18 juillet 1991 sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois. Elle est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 37.619.

La Société a pour objet de faire toutes opérations d'assurance et de réassurance de la branche « Vie ».

Le 19 décembre 2012, les Assemblées Générales Extraordinaires de Nemian Life & Pensions S.A. et de la Société ont décidé de fusionner, par absorption de Nemian Life & Pensions S.A. par la Société. Cette fusion était effective rétroactivement au 1er janvier 2012.

Les comptes consolidés de l'ensemble le plus grand dont la Société fait partie en tant qu'entreprise filiale sont établis par ALLIANZ SE, dont le siège social est situé Königinstrasse 28, 80802 München, Allemagne, ainsi que dans ceux de l'ensemble le plus petit qui est Allianz Benelux S.A. dont le siège est situé Rue de Laeken 35, 1000 Bruxelles, Belgique.

## 2. Principales règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été préparés en conformité avec la loi du 8 décembre 1994 sur les comptes annuels des entreprises d'assurances et de réassurance, ainsi qu'avec les principes comptables généralement admis dans le secteur (de la) des (ré) assurance(s) au Grand-Duché de Luxembourg. Les politiques comptables et les principes d'évaluation sont, en dehors des règles imposées par la loi et le Commissariat aux Assurances, déterminés et mis en place par le Conseil d'Administration.

Sur base des critères fixés par la loi luxembourgeoise, la Société est exemptée d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion pour l'exercice clos au 31 décembre 2019. Par conséquent, en conformité avec les prescriptions légales, ces comptes annuels ont été préparés sur une base non consolidée pour approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires.

### 2.1 PLACEMENTS

#### 2.1.1 TERRAINS ET CONSTRUCTIONS

Les terrains et constructions sont comptabilisés au bilan à leur prix d'acquisition, à leur prix de revient ou à leur valeur d'apport, y compris les frais accessoires, diminué des amortissements cumulés et des corrections de valeur éventuelles.

Les taux et modes d'amortissement appliqués sont les suivants :

	Taux d'amortissement	Mode
Bâtiments	1,5 % à 2 %	linéaire
Parties constitutives et aménagements	5 % à 20 %	linéaire

#### 2.1.2 PARTS DANS DES ENTREPRISES LIÉES

Les parts dans des entreprises liées sont évaluées à leur prix d'acquisition. En cas de dépréciation dont les membres du Conseil d'Administration estiment qu'elle revêt un caractère durable, les parts dans des entreprises liées font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture de l'exercice. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

#### 2.1.3 BONS ET OBLIGATIONS ÉMIS PAR DES ENTREPRISES LIÉES ET CRÉANCES SUR CES ENTREPRISES

Les créances sur les entreprises liées sont évaluées à leur valeur nominale. Par ailleurs, la valeur nominale est diminuée des dépréciations jugées durables liées à la qualité de l'émetteur.

Les parts dans des pools d'investissement sont évaluées à leur valeur nominale. Les intérêts sont calculés mensuellement et capitalisés le premier jour ouvré du mois suivant. Par ailleurs, la valeur nominale est diminuée des dépréciations jugées durables liées à la qualité de l'émetteur.

#### 2.1.4 ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIÈRES À REVENU VARIABLE ET PARTS DANS DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable et les parts dans des fonds communs de placement sont évaluées à leur prix d'acquisition. Les dépréciations constatées font l'objet de corrections de valeur si elles sont jugées durables, selon les principes suivants.

Une moins-value est considérée comme durable lorsque la valeur de marché du titre en question a été inférieure de 20% à son prix d'acquisition en permanence durant 6 mois consécutifs. Dans ce cas, si la Société a l'intention et la capacité de conserver le titre en question, une valeur recouvrable est calculée à l'horizon de détention envisagé en fonction de la durée du passif et une réduction de valeur est comptabilisée pour ramener la valeur du titre au montant de cette valeur recouvrable. La valeur recouvrable est déterminée selon une formule simplifiée qui consiste à capitaliser, sur la durée de détention envisagée, la valeur de marché au taux sans risque augmenté d'une prime de risque. Au 31 décembre 2019, un coefficient de 1,55 (2018 : 1,55) est appliqué à la valeur de marché pour déterminer la valeur recouvrable.

Si la Société n'a pas l'intention ou la capacité de conserver le titre en question, une réduction de valeur est constatée pour l'évaluer au dernier cours de bourse de l'exercice social.

### 2.1.5 OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIÈRES À REVENU FIXE

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont évaluées selon la méthode « à la valeur de remboursement ». Lorsque leur rendement actuariel calculé lors de leur achat, en tenant compte de leur valeur de remboursement à l'échéance, diffère de leur rendement facial, la différence entre leur valeur d'acquisition et leur valeur de remboursement est inscrite au compte de profits et pertes au prorata de la durée restant à courir des titres ; elle est portée en augmentation ou en réduction de la valeur d'acquisition des titres. Par ailleurs, la valeur de remboursement est diminuée des dépréciations jugées durables liées à la qualité de l'émetteur.

### 2.2 PLACEMENTS POUR LE COMPTE DES PRENEURS D'UNE POLICE D'ASSURANCE-VIE DONT LE RISQUE EST SUPPORTÉ PAR EUX

Les placements pour le compte des preneurs d'une police d'assurance-vie dont le risque est supporté par eux sont évalués à leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice. La variation de la différence entre cette valeur et le prix d'acquisition est présentée au compte technique de l'assurance-vie sous les postes de plus ou moins-values non réalisées sur placements. La valeur actuelle de ces placements est estimée comme suit :

- les titres cotés sur une bourse de valeurs officielle ou négociés sur un autre marché réglementé sont évalués sur la base du dernier cours disponible le jour de l'évaluation ;
- les titres non cotés sur une bourse de valeurs officielle ou non négociés sur un autre marché réglementé sont évalués en fonction de la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi.

### 2.3 CRÉANCES

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale diminuée, le cas échéant, des corrections de valeur nécessaires.

### 2.4 PRIX D'ACQUISITION DES ÉLÉMENTS D'ACTIF DE MÊME CATÉGORIE

Le coût d'acquisition des valeurs mobilières cédées correspond au coût d'acquisition individuel de celles-ci.

### 2.5 PROVISIONS TECHNIQUES

La provision d'assurance-vie est calculée contrat par contrat sur la base de méthodes actuarielles.

La provision pour sinistres est calculée contrat par contrat et correspond à la valeur estimée des sinistres restant à payer à la date de clôture de l'exercice.

La provision pour participations aux bénéfices et ristournes correspond à la participation des assurés à la surperformance des actifs. Lors d'une distribution individuelle de participations aux bénéfices sous forme de revalorisation individuelle des contrats, le prélèvement sur la provision pour participations aux bénéfices de l'exercice précédent est renseigné sous le poste « Variation des autres provisions techniques, nettes de réassurance – Autres

provisions techniques, nettes de réassurance » au compte de profits et pertes.

La part des réassureurs dans les provisions techniques figure à l'actif du bilan.

### 2.6 PROVISIONS TECHNIQUES RELATIVES À L'ASSURANCE-VIE LORSQUE LE RISQUE DE PLACEMENT EST SUPPORTÉ PAR LE PRENEUR D'ASSURANCE

Les provisions techniques sont constituées pour couvrir les engagements liés à l'évolution de la valeur des investissements effectués pour les preneurs d'assurances.

### 2.7 DETTES

Les dettes sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou, le cas échéant, à leur valeur résiduelle.

### 2.8 CONVERSION DES DEVICES

Le capital de la Société est exprimé en euros (« € »). Le bilan et le compte de profits et pertes sont exprimés dans cette même devise.

Les actifs et passifs exprimés dans une devise autre que l'euro sont convertis aux cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

Les produits et les charges en devises autres que l'euro sont convertis aux cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les résultats de change résultant de l'application de ces principes sont enregistrés en compte de profits et pertes.

### 2.9 PRIMES ÉMISES

Les primes sont créditées au compte de profits et pertes lorsque le contrat est émis.

Les primes reçues d'avance, qui représentent les primes reçues avant l'émission du contrat, ne sont pas incluses dans le compte de profits et pertes mais sont incluses en « Dettes - Dettes nées d'opérations d'assurance directe ».

### 2.10 CHARGE DES SINISTRES

Les montants payés au titre des sinistres incluent les arbitrages entrant et sortant entre les différents supports d'investissement au sein des contrats d'assurance vie multisupports proposés par la Société (supports à rendement garanti d'une part et supports en unités de compte d'autre part).

Ce principe comptable est d'application aussi bien pour les montants payés bruts que pour la part des réassureurs dans ces paiements.

### 2.11 PRODUITS DES PLACEMENTS ALLOUÉS

Les produits nets des placements ont été affectés pour partie au compte technique et pour partie au compte non technique. La répartition a été effectuée en prenant pour base le rendement financier des fonds propres.

## 3. Terrains et constructions

Les mouvements dans la valeur nette comptable des terrains et constructions se résument comme suit :

	2019	2018
	€	€
Au début de l'exercice	4.810.288	4.966.799
Acquisitions de l'exercice	70.389	-
Corrections de valeur de l'exercice	(159.617)	(156.511)
A la fin de l'exercice	<b>4.721.060</b>	<b>4.810.288</b>
Partie utilisée dans le cadre de l'activité propre de la Société	1.440.002	1.459.152
Partie louée	3.281.058	3.351.136
	<b>4.721.060</b>	<b>4.810.288</b>

Les terrains et constructions comprennent deux immeubles :

	2019	2018
	€	€
Valeur nette comptable	4.701.289	4.789.138
Valeur actuelle	32.595.000	29.376.000
- dont partie utilisée dans le cadre de l'activité propre de la Société	15.772.709	14.473.038

La valeur actuelle des immeubles est déterminée tous les ans par une société de géomètres-experts immobiliers.

## 4. Parts dans des entreprises liées

Les mouvements dans la valeur nette comptable des parts dans des entreprises liées se résument comme suit :

	2018	2018
	€	€
Au début de l'exercice	30.594.542	30.589.244
Acquisitions de l'exercice	-	5.298
A la fin de l'exercice	<b>30.594.542</b>	<b>30.594.542</b>
Valeur actuelle	<b>37.600.000</b>	<b>35.403.000</b>

Cette valeur actuelle se répartit entre :

	2018	2018
	€	€
S.à r.l. Vertbois	19.642.000	18.521.000
S.A. Climmolux	17.942.000	16.866.000
S.A. Sofiholding	16.000	16.000
	<b>37.600.000</b>	<b>35.403.000</b>

Le 10 septembre 2014, la Société a acheté auprès d' Allianz Lebensversicherungs A.G. 9150 parts sociales de la S.à r.l. Vertbois pour un montant final de € 15.286.496. Cette acquisition représente 50% du capital social de la S.à r.l. Vertbois, le solde ayant été acquis à la même date par Allianz Benelux S.A.

La S.à r.l. Verbois a pour objet la mise en valeur d'immeubles au Luxembourg. Au 31 décembre 2019, elle détient un immeuble loué à l'actif du bilan pour une valeur comptable de € 15.571.313 (2018 : € 16.233.730) et une valeur de marché estimée de € 41.530.000 (2018 : € 39.317.000).

Au 31 décembre 2019, les capitaux propres de la S.à r.l. Verbois s'élèvent à € 19.819.684 (2018 : € 19.962.548) comprenant le capital souscrit et entièrement libéré de € 18.300.000 (2018 : € 18.300.000), le bénéfice pour l'exercice de € 912.772 (2018 : € 898.116) et des réserves de € 606.912 (2018 : € 764.432). Aucune dépréciation n'a été constatée aux 31 décembre 2018 et 2019.

Le 11 avril 2016, la Société a acheté auprès de Fidentia Real Estate Investments S.A. 20 actions de la S.A. Climmolux Holding pour un montant de € 15.017.759. Cette acquisition représente 20% du capital de la S.A. Climmolux Holding, le solde ayant été acquis à la même date pour Allianz Benelux S.A. (39%) et par Allianz Logistique SAS (41%).

La S.A. Climmolux Holding a pour objet la prise de participations et la gestion de celles-ci, mais également l'acquisition et la mise en valeur d'immeubles au Luxembourg ou à l'étranger. Au 31 décembre 2019, elle détient un immeuble loué à l'actif du bilan pour une valeur comptable de € 72.937.201 (2018 : € 73.958.152) et une valeur de marché estimée à € 90.120.000 (2018 : € 84.480.000).

Au 31 décembre 2019, les capitaux propres de la S.A. Climmolux Holding s'élèvent à € 76.951.473 (2018 : € 76.616.599) comprenant le capital souscrit et entièrement libéré de € 74.426.363 (2018 : € 74.426.363), le bénéfice pour l'exercice de € 2.434.874 (2018 : € 2.123.360) et des réserves de € 90.237 (2018 : € 66.877). Aucune dépréciation n'a été constatée aux 31 décembre 2018 et 2019.

Le 13 avril 2016, la Société a acheté auprès de Allianz Benelux S.A. 1 action de la S.A. Sofiholding pour un montant de € 16.350. Cette acquisition représente 1/1000<sup>e</sup> du capital social de la S.A. Sofiholding, le solde étant détenu par Allianz Benelux S.A. Aucune dépréciation n'a été constatée aux 31 décembre 2019 et 2018.

## 5. Bons et obligations émis par les entreprises liées et créances sur ces entreprises

Allianz Vermogen B.V.	2019	2018
	€	€
Au début de l'exercice	39.014.295	15.932.480
Acquisitions de l'exercice	127.656	25.278.359
Remboursements de l'exercice	(2.061.766)	(2.196.544)
A la fin de l'exercice	<b>37.080.185</b>	<b>39.014.295</b>

Le 20 décembre 2013, la société a accordé une ouverture de crédit de € 20.000.000 en faveur d'Allianz Vermogen B.V., utilisée par l'emprunteur afin de financer son activité de crédit hypothécaire aux Pays-Bas.

Le 11 avril 2018, la société a augmenté cette ligne de crédit à € 40.000.000.

Le montant libéré net des remboursements reçus se monte à € 37.080.185 au 31 décembre 2019 (2018 : € 39.014.295).

La valeur actuelle de l'investissement en Allianz Vermogen B.V. s'élève à € 42.071.515 au 31 décembre 2019 (2018 : € 43.044.690).

## 6. Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable et parts dans des fonds communs de placement

Le portefeuille d'actions et autres valeurs mobilières à revenu variable et parts dans des fonds communs de placement se présente comme suit :

	2019	2018
	€	€
Prix d'acquisition	115.194.757	70.882.028
Corrections de valeur cumulées	-	-
Valeur nette comptable	115.194.757	70.882.028
Valeur de marché	118.048.829	71.099.631

## 7. Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe

Le portefeuille d'obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe se présente comme suit :

	2019	2018
	€	€
Valeur nette comptable	189.414.450	246.454.040
Valeur de remboursement	195.830.000	253.530.000
Valeur de marché	225.036.372	277.296.838

La part non encore amortie de la différence positive entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (agio) représente un montant de € 14.983.839 au 31 décembre 2019 (2018 : € 16.596.304).

La différence négative entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement (disagio) se répartit comme suit entre les montants inscrits et non inscrits au compte de profits et pertes :

	2019	2018
	€	€
Disagios inscrits au compte de profits et pertes de l'exercice	2.259.049	2.297.770
Disagios non inscrits au compte de profits et pertes	21.399.389	23.672.264

## 8. Autres prêts

Les autres prêts sont constitués d'avances sur police accordées aux preneurs d'assurances, pour lesquelles la police est la garantie principale.

## 9. Provision d'assurance-vie, part des réassureurs

Dans le cadre d'un produit adossé en partie à un support à rendement garanti, la Société a conclu avec Allianz Vie (France) un traité de réassurance financière en vertu duquel elle s'engage à céder au réassureur 100 % des primes à investir sur ce support à rendement garanti.

En garantie des engagements pris par le réassureur, celui-ci constitue un dépôt titres affecté à titre de nantissement

en premier rang au profit de la Société. La valeur de marché des titres figurant dans ce dépôt s'élève à € 4.924.698.600 au 31 décembre 2019 (2018 : € 4.271.516.449).

## 10. Capitaux propres

	Soldes au début de l'exercice	Affectation du résultat 2018	Dividendes payés	Résultats de l'exercice 2019	Solde à la clôture de l'exercice
	€	€	€	€	€
Capital souscrit	30.000.000	-	-	-	30.000.000
Primes d'émission	16.500.000	-	-	-	16.500.000
Réserve légale	2.170.000	750.000	-	-	2.920.000
Autres réserves	8.190.000	-	-	-	8.190.000
Résultats reportés	16.314.973	14.212.401	(1.000.000)	-	29.527.374
Résultat de l'exercice	14.962.401	(14.962.401)	-	17.175.055	17.175.055
	<b>88.137.374</b>	<b>-</b>	<b>(1.000.000)</b>	<b>17.175.055</b>	<b>104.312.429</b>

### 10.1 CAPITAL SOUSCRIT ET PRIMES D'ÉMISSION

Au 31 décembre 2019, le capital souscrit et entièrement libéré de € 30.000.000 (2018 : € 30.000.000) est représenté par 55.928 actions (2018 : 55.928 actions) nominatives sans désignation de valeur nominale. Le montant des primes d'émission s'élève à € 16.500.000 (2018 : € 16.500.000).

### 10.2 RÉSERVE LÉGALE

Selon la législation luxembourgeoise, la Société doit affecter annuellement à une réserve légale non distribuable au moins 5 % de ses bénéfices nets, jusqu'à concurrence de 10 % du capital social. Un montant de € 80.000 sera alloué à la réserve légale au titre de l'exercice 2019 (2018 : € 750.000) afin de porter cette dernière à € 3.000.000, soit 10% du capital social.

### 10.3 AUTRES RÉSERVES

Les autres réserves se décomposent comme suit :

	2019	2018
	€	€
Réserve « impôt sur la fortune » 2012	500.000	500.000
Réserve « impôt sur la fortune » 2013	1.560.000	1.560.000
Réserve « impôt sur la fortune » 2014	-	-
Réserve « impôt sur la fortune » 2015	2.900.000	2.900.000
Réserve « impôt sur la fortune » 2016	2.800.000	2.800.000
Réserve « impôt sur la fortune » non réallouée	430.000	430.000
	<b>8.190.000</b>	<b>8.190.000</b>

Conformément à la législation fiscale, la Société imputait l'impôt sur la fortune sur l'impôt sur la fortune lui-même, à concurrence du montant de l'impôt sur le revenu. A cet effet, l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société affectait à une réserve non distribuable pendant cinq ans au moins, un montant correspondant au moins à cinq fois le montant de l'impôt sur la fortune imputé.

Suite aux changements introduits à partir de l'année d'imposition 2015, il suffisait, à titre de mesure transitoire, de constituer une et une seule réserve spéciale afin de pouvoir réduire aussi bien l'impôt sur la fortune 2014 que l'impôt sur la fortune 2015.

Suite à l'intégration fiscale, il n'y a plus lieu de constituer une réserve "impôt sur la fortune" afin de bénéficier d'une exemption fiscale (note 24).

## 11. Postes spéciaux avec quote-part de réserves

En application de l'art. 54 LIR, le poste de passif intitulé « Postes spéciaux avec une quote-part de réserves » a été augmenté au cours des exercices précédents suite à la cession d'obligations détenues par la Société depuis plus de cinq ans, l'imposition des plus-values réalisées étant en effet reportée grâce au remploi intégral du prix de cession dans le cadre de l'acquisition, au cours d'un même exercice, de nouvelles obligations.

La valeur de ce poste n'a cependant pas évolué au cours de l'exercice 2019 et s'élève à € 5.476.472.

## 12. Passifs subordonnés

La Société ne présente plus de passifs subordonnés depuis le remboursement intégral des emprunts contractés au cours de l'exercice 2018, avec l'accord du Commissariat aux Assurances.

## 13. Provisions pour autres risques et charges

Les mouvements dans les autres provisions se résument comme suit :

	2019	2018
	€	€
Au début de l'exercice	7.555.629	8.309.273
Dotations de l'exercice	448.032	897.947
Reprises de l'exercice	(978.570)	(1.651.591)
<b>A la fin de l'exercice</b>	<b>7.025.091</b>	<b>7.555.629</b>

Le poste des autres provisions enregistre toutes les provisions destinées à couvrir les risques identifiés inhérents à l'activité d'assurance vie de la Société.

Ces provisions font l'objet d'une reprise dès lors qu'elles deviennent sans objet.

## 14. Provision d'assurance-vie

	2019	2018
	€	€
Produits d'assurance vie individuelle faisant intervenir une table de mortalité (*)	121.644.821	133.794.926
Produits d'assurance vie groupe	57.739.459	55.199.249
Autres produits d'assurance vie individuelle à taux garanti	4.541.032.746	4.115.816.716
<b>A la fin de l'exercice</b>	<b>4.720.417.026</b>	<b>4.304.810.891</b>

(\*) Les produits d'assurance-vie individuelle faisant intervenir une table de mortalité couvrent des types de risques différents : des opérations de type décès, des opérations de type vie et des opérations de rentes. Leur évaluation fait intervenir des méthodes actuarielles et des tables de mortalité conformément aux notes techniques communiquées au Commissariat aux Assurances.

## 15. Créances sur et dettes envers des entreprises liées

	2019	2018
	€	€
Créances nées d'opérations de réassurance	25.514.752	21.768.712
Autres créances	378.476	-
Autres dettes	9.390.142	4.296.101

## 16. Primes brutes émises

Les primes brutes émises se décomposent comme suit :

	2019	2018
	€	€
Primes individuelles	1.061.273.739	1.422.148.528
Primes au titre de contrats de groupe	7.510.817	8.629.137
	<b>1.068.784.556</b>	<b>1.430.777.665</b>
Primes périodiques	22.568.274	25.117.648
Primes uniques	1.046.216.282	1.405.660.017
	<b>1.068.784.556</b>	<b>1.430.777.665</b>
Primes de contrats sans participation aux bénéfices	-	-
Primes de contrats avec participation aux bénéfices	457.486.105	737.862.927
Primes de contrats lorsque le risque de placement est supporté par les souscripteurs	611.298.451	692.914.738
	<b>1.068.784.556</b>	<b>1.430.777.665</b>

Les primes brutes proviennent de contrats conclus par la Société dans les pays suivants :

	2019	2018
	€	€
Dans l'Etat membre du siège	104.503.766	219.443.773
Dans les autres Etats membres de l'Union européenne	941.270.084	1.056.382.135
Dans les autres pays	23.010.706	154.951.757
	<b>1.068.784.556</b>	<b>1.430.777.665</b>

## 17. Variation des autres provisions techniques, nettes de réassurance

Au 31 décembre 2019, la variation de la provision d'assurance-vie, montant brut de € 1.039.725.810<sup>(\*)</sup> et la variation de la provision d'assurance-vie, part des réassureurs de € 432.809.560, se résument comme suit :

	Provision d'assurance-vie	Provisions techniques relatives à l'assurance-vie lorsque le risque de placement est supporté par le preneur d'assurance	Total	Provision d'assurance-vie, part des réassureurs
	€	€	€	€
Au début de l'exercice	4.304.810.891	3.504.928.958	7.809.739.849	3.986.733.469
Variation de l'exercice	415.606.135	624.119.675	1.039.725.810	432.809.560
<b>A la fin de l'exercice</b>	<b>4.720.417.026</b>	<b>4.129.048.633</b>	<b>8.849.465.659</b>	<b>4.419.543.029</b>

(\*) La variation de l'exercice des provisions techniques « affaires directes » s'inscrit dans le compte de résultats dans les rubriques suivantes:

	€
Variation des autres provisions techniques, nettes de réassurance - montant brut	990.867.445
Participation aux bénéfices de € 49.035.330 se ventile entre	
Dotation à la provision de la participation bénéficiaire	176.965
Dotation directe de la provision d'assurance vie	48.858.365
	<b>1.039.725.810</b>

Afin de présenter sous la rubrique « Participations aux bénéfices et ristournes » tant les participations aux bénéfices du portefeuille non-réassuré de la Société (dotation à la provision pour participations aux bénéfices) que de son portefeuille réassuré (dotation directe de la provision d'assurance-vie), un changement de présentation a été introduit à partir de l'exercice 2017.

La rubrique « Autres provisions techniques, nettes de réassurance » dans le compte de profits et pertes, correspond au prélèvement de la provision pour participations aux bénéfices à la clôture de l'exercice précédent pour attributions individuelles au cours de l'exercice.

## 18. Commissions

Le montant des commissions payées aux intermédiaires d'assurances durant l'exercice s'élève à € 26.846.989 (2018 : € 24.493.668).

## 19. Charge des sinistres payés, montants bruts

La charge des sinistres payés, montants bruts, se décompose comme suit :

	2019	2018
	€	€
Prestations payées au titre de rachats, décès ou arrivées à échéance	(509.879.270)	(305.833.886)
Arbitrages sortant des supports à rendement garanti	(44.701.928)	(109.347.332)
Arbitrages entrant dans les supports à rendement garanti	142.293.846	138.678.810
Arbitrages sortant des supports en unités de compte	(142.293.846)	(138.678.810)
Arbitrages entrant dans les supports en unités de compte	44.701.928	109.347.332
	<b>(509.879.270)</b>	<b>(305.833.886)</b>

## 20. Solde de réassurance

Le solde de réassurance se décompose comme suit :

	2019	2018
	€	€
Primes cédées aux réassureurs	(439.494.743)	(717.437.281)
Charge des sinistres payés, part des réassureurs <sup>(*)</sup>	69.630.940	68.309.747
Variation de la provision pour sinistres, part des réassureurs	15.937	(13.908)
Variation de la provision d'assurance-vie, part des réassureurs	432.809.560	699.913.157
Commissions reçues des réassureurs et participations aux bénéfices	23.856.605	22.617.946
Produit net des placements, part des réassureurs <sup>(**)</sup>	(87.226.158)	(73.795.122)
	<b>(407.859)</b>	<b>(405.461)</b>

Ces mouvements s'expliquent essentiellement par le traité de réassurance financière que la Société a conclu avec Allianz Vie (France) (voir note 9).



(\*\*) La charge des sinistres payés, part des réassureurs, se décompose comme suit :

	2019	2018
	€	€
Part des réassureurs dans les prestations	166.535.322	97.452.310
Part des réassureurs dans les arbitrages sortant du support à rendement garanti	42.284.278	106.513.868
Part des réassureurs dans les arbitrages entrant dans le support à rendement garanti	(139.188.660)	(135.656.431)
	<b>69.630.940</b>	<b>68.309.747</b>

(\*\*\*) Le montant du produit net des placements, part des réassureurs, constaté exclusivement dans le cadre de ce traité de réassurance financière représente la contribution du réassureur dans la revalorisation (intérêts et participation bénéficiaire) des provisions d'assurance-vie des contrats réassurés par celui-ci.

## 21. Personnel

	2019	2018
	€	€
Salaires et traitements	6.102.315	5.485.448
Charges sociales	625.328	545.365
Autres charges de personnel	705.459	509.782
	<b>7.433.102</b>	<b>6.540.595</b>

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice s'établit comme suit :

	2019	2018
Direction et cadres supérieurs	6	5
Employés	53	55
Producteurs salariés	-	2
	<b>59</b>	<b>62</b>

## 22. Rémunération du Conseil d'Administration

Les tantièmes versés aux administrateurs au cours de l'exercice s'élèvent à € 48.000 (2018 : € 48.000). Il n'y a pas d'engagement de pension, crédits ou avances relatifs aux administrateurs.

## 23. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé

Les honoraires du réviseur d'entreprises agréé se décomposent comme suit (TVA incluse) :

	2019	2018
	€	€
Honoraires d'audit (*)	142,740	185,000
Honoraires relatifs aux autres services d'assurance	-	-
Honoraires relatifs à des services fiscaux	3,159	55,704
Honoraires relatifs à des services autorisés autres que ceux d'audit	-	-
	<b>145,899</b>	<b>240,704</b>

Les honoraires d'audit couvrent l'audit statutaire de la Société à la clôture du 31 décembre 2019, ainsi que l'émission de rapports réglementaires applicables et requis par la Commissariat Aux Assurances.

## 24. Impôts

La Société, avec les autres sociétés luxembourgeoises du groupe Allianz, sont liées par un régime d'intégration fiscale couvrant au moins cinq exercices à partir de l'année d'imposition 2016. Les impôts concernés par ce régime sont l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt commercial communal.

## 25. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun événement susceptible d'affecter le résultat de l'année 2019 n'est survenu depuis le 31 décembre 2019.

Bien que n'impactant pas le résultat de l'année 2019, il convient cependant de noter un événement majeur survenu depuis le 31 décembre 2019, à savoir la pandémie de COVID-19, qui affecte à ce stade tous les aspects de nos vies privée et professionnelle, la santé mondiale, la vie économique globale, ainsi que les marchés financiers. En dépit de l'incertitude générée par cette pandémie, la Société et sa maison mère sont très bien préparées à faire face à cette situation. Cela concerne tant le maintien de l'activité que la solidité de notre assise financière. En effet, la grande majorité des opérations de la Société ont basculé en mode « télétravail » et ce, presque imperceptiblement. Ce faisant, la Société a garanti la sécurité de ses employés et a assuré le maintien de ses engagements vis-à-vis des clients, partenaires commerciaux et fournisseurs de services, malgré la grande rigueur des restrictions prises par les gouvernements.

La crise liée à la pandémie COVID-19 a un effet non négligeable sur les marchés financiers. Pour la Société, cela se traduit notamment par une volatilité matérielle du portefeuille en unités de compte, où le risque d'investissement est supporté par les preneurs d'assurance.

Nous tenons cependant à rassurer nos clients et partenaires. Compte tenu du niveau de solvabilité de la Société (147% au 31 décembre 2019) et des tests de résistance effectués, aucune insuffisance de solvabilité n'est anticipée. Cette affirmation reste valable dans le contexte de la pandémie de COVID-19 : en effet, sur base des informations disponibles à la date de signature de ce rapport, nous prévoyons que la Société continuera à être suffisamment capitalisée, conformément aux exigences réglementaires. Les risques liés aux développements futurs de la pandémie font l'objet d'évaluations régulières et d'analyses spécifiques.









Allianz fait partie des leaders mondiaux de l'assurance et des services financiers. Présent dans plus de 70 pays, Allianz emploie plus de 147.000 collaborateurs au service de 100 millions de clients.

Au Grand-Duché de Luxembourg, Allianz est un acteur important du marché de l'assurance IARD et Vie (prévoyance et placement).

Par l'intermédiaire de ses agents et courtiers, Allianz offre un large éventail de services à une clientèle de particuliers, d'indépendants, de PME et de grandes entreprises.